

EPCC – ÉESI

Conseil d'administration du 24 février 2026

Délibération n°06-2026

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION EXTRAORDINAIRE DU 27 JANVIER 2026

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, approuve, par 14 voix « pour », 0 « contre », 0 « abstention », le compte-rendu de la séance du Conseil d'administration extraordinaire du 27 janvier 2026.

Le président
Charles Reverchon-Billot



EPCC – ÉESI

Conseil d'administration du 27 janvier 2026

Étaient présent-es :

- Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Monsieur Mathieu Bordes, conseiller arts plastiques – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, Délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême
- Monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers ;

Étaient excusé-es : monsieur Jérôme Harnois, préfet de la Charente ; madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine ; madame Charline Claveau, vice-présidente en charge de la Culture, du Patrimoine et des Langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Thierry Perreau, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême ; monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême ; monsieur Emmanuel Bazile, vice-président Patrimoine intercommunal, rénovation énergétique et ERP – Communauté Urbaine de Grand Poitiers ; madame Zoé Lorioux-Chevalier, conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats – Ville de Poitiers.

Était représentée : madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine par Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges.

Avaient donné pouvoir : monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême à monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême ; madame Zoé Lorioux-Chevalier, conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats – Ville de Poitiers à monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers.

2^{ème} collège :

Étaient présent-es :

- Monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême /Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ;
- Monsieur Benoît Preteseille, représentant du personnel pédagogique – site d'Angoulême ;
- Monsieur Thomas Bellet, représentant suppléant du personnel pédagogique – site de Poitiers ;
- Madame Barbara Benedetti, représentante des personnels administratif et technique ;
- Madame Camille Duvivier, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême ;
- Monsieur Théophile De Backer, représentant des étudiant-es du site de Poitiers

Étaient excusés : monsieur Hervé Jolly, représentant titulaire du personnel pédagogique – site de Poitiers ;

Était représenté : monsieur Hervé Jolly, représentant du personnel pédagogique – site de Poitiers par monsieur Thomas Bellet, représentant suppléant du personnel pédagogique – site de Poitiers.

Membres de droit avec voix consultatives :

Étaient présent-es :

- Madame Nathalie Wierre, secrétaire générale.

Était excusée : monsieur Christophe Peltier, Conseiller aux décideurs locaux – DDFIP de la Vienne.

Invité-es :

- Madame Patricia Oudin, chef de projets « formations professionnelles et enseignement artistique » - Région Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Sylvain Pothier-Leroux, responsable Rayonnement territorial et Politique de l'Image – Ville d'Angoulême ;
- Monsieur Frédéric de Faccio, directeur du service des arts et de la culture – Ville d'Angoulême ;
- Madame Valérie Pommier, directrice Coordination Culture Patrimoine – Ville de Poitiers et Grand Poitiers ;
- Madame Sophie Leclercq, directrice des études – ÉESI, site de Poitiers ;
- Monsieur Patrick André, directeur des études – ÉESI, site d'Angoulême.

Secrétariat de séance :

- Madame Sophie Burel, assistante de direction, chargée du compte-rendu.

La séance extraordinaire se tenant en visioconférence, le Président ouvre la séance et procède à un tour d'écran afin de vérifier les présences et de constater l'atteinte du quorum.

Il informe ensuite le Conseil de l'inscription de deux points supplémentaires à l'ordre du jour, à la demande des représentant-es du personnel, portant sur :

- la charte de l'ANDEA relative au recrutement de la direction générale d'un établissement supérieur d'art ;
- la fiche de mission de Mme Jeanne Gailhoustet, à la suite de la cessation de sa mission en qualité de directrice générale par intérim.

Délibération n°01-2026 – Désignation de la direction générale par intérim

Charles Reverchon-Billot rappelle que la mission de Jeanne Gailhoustet en qualité de directrice générale par intérim était, par nature, limitée dans le temps. Initialement prévue jusqu'en septembre 2025, celle-ci a accepté d'être prolongée jusqu'au 31 décembre 2025.

Soulignant la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement de l'établissement dans l'attente de la prise de fonctions d'une nouvelle direction générale, le président indique qu'il est indispensable de désigner une personne chargée de l'intérim.

À ce titre, au regard des missions qu'elle exerce actuellement au sein de l'établissement, il est proposé de désigner Nathalie Wierre, secrétaire générale et adjointe à la direction, en qualité de directrice générale par intérim.

Le président précise que la délibération soumise au vote est strictement identique à celles adoptées lors des précédentes nominations d'intérim de direction. Il informe également avoir adressé un courriel à l'ensemble du personnel de l'établissement afin d'annoncer la fin de mission de Jeanne Gailhoustet en tant que directrice générale par intérim, ainsi que l'évolution de ses fonctions vers une mission auprès de la pédagogie de l'école.

Des éléments complémentaires à ce sujet seront présentés lors de l'examen du point inscrit à l'ordre du jour à la demande des représentant-es du personnel.

Avant de procéder au vote, Charles Reverchon-Billot invite l'assemblée à formuler d'éventuelles questions ou observations.

Juliette Rouillon-Durup s'interroge sur l'existence d'une feuille de route définissant les missions confiées à Nathalie Wierre dans le cadre de sa nouvelle fonction.

Le président confirme l'existence d'une fiche de mission, tout en reconnaissant que celle-ci n'a pas été jointe aux documents transmis. Il précise que cette fiche reprend les missions habituellement dévolues à la direction générale.

Il indique par ailleurs que la fiche de mission établie pour Jeanne Gailhoustet porte sur des missions pédagogiques transversales, en lien avec les deux directions des études, comme notamment le suivi du dossier HCERES relatif à l'évaluation de l'ÉESI au titre des années précédentes.

Pour répondre à la demande, Charles Reverchon-Billot propose de transmettre les lettres de mission afin de permettre à l'assemblée d'en prendre connaissance.

Thomas Bellet, en sa qualité de représentant du personnel pédagogique, indique qu'il s'abstiendra lors du vote relatif à la forme de la délibération. Il précise que cette abstention est motivée par le caractère non limité dans le temps de l'intérim proposé. Il souligne que cette position ne constitue en aucun cas une remise en cause de la personne de Nathalie Wierre,

mais traduit une demande des membres du personnel qu'il représente visant à obtenir des informations et précisions complémentaires.

Les représentant-es du personnel indiquent par ailleurs que leur abstention est également motivée par les conditions d'inscription de ce point à l'ordre du jour, celui-ci n'ayant pas été mentionné dans la convocation initiale mais ajouté la veille de la séance du Conseil d'administration.

En réponse, Charles Reverchon-Billot réaffirme la volonté des membres financeurs de procéder au recrutement d'une direction générale dans les meilleurs délais, et ce notamment avant les élections municipales prévues en mai 2026.

En l'absence d'autres remarques ou observations, le président procède au vote. **La délibération n°01-2026 relative à la désignation de la direction générale par intérim est adoptée par dix (10) voix pour, zéro (0) voix contre et trois (3) abstentions.**

Les délibérations suivantes, relatives aux délégations de signature, font l'objet d'une proposition de vote commun de la part de Charles Reverchon-Billot, sous réserve des éventuelles remarques ou questions de l'assemblée.

Benoît Preteseille souhaite intervenir au sujet de la délégation de signature attribuée à la directrice générale par intérim, Nathalie Wierre. Il note que le document précise que l'une de ses attributions concerne la pédagogie, ce qui constitue, selon lui, une divergence avec les informations communiquées oralement.

Le président rappelle que Jeanne Gailhoustet ne dispose plus d'aucune délégation de signature, celle-ci étant désormais accordée à Nathalie Wierre.

Il précise que quatre missions principales restent confiées à Jeanne Gailhoustet, sans lien hiérarchique, à savoir : le suivi du dossier HCERES, la coordination pédagogique transversale, la gestion de dossiers spécifiques tels que CulturePro, ainsi que la professionnalisation.

Nathalie Wierre indique que la délégation de signature dans le domaine pédagogique vise à assurer la continuité de la mission pédagogique de l'établissement.

En l'absence de questions ou de remarques supplémentaires, le Président procède au vote.

Les délibérations suivantes sont adoptées à l'unanimité :

- **délibération n°02-2026 relative à la délégation de signature du président à la direction générale par intérim ;**
- **délibération n°03-2026 relative à la délégation de signature de la directrice générale par intérim à la directrice des études de Poitiers ;**
- **délibération n°04-2026 relative à la délégation de signature de la directrice générale par intérim au directeur des études d'Angoulême.**

Points supplémentaires demandés par les représentant-es du personnel au regard du courrier adressé à la présidence du Conseil d'administration et à celle du CST.

✓ *Les missions attribuées à Jeanne Gailhoustet*

Les représentant-es du personnel interrogent le président sur la manière dont ont été définies les missions de Jeanne Gailhoustet, ces dernières semblant se chevaucher avec celles d'autres agents. Ils soulèvent également la question de l'absence de consultation du CST à ce sujet.

Étant rappelé l'existence de facteurs psychosociaux aggravants au sein du personnel, ils précisent ne pas souhaiter que Jeanne Gailhoustet soit associée à la coordination d'instance.

Le président rappelle que le pôle de direction est composé de la directrice générale par intérim, de la directrice des études de Poitiers et du directeur des études d'Angoulême. Il précise que certaines missions confiées à Jeanne Gailhoustet ont été maintenues afin d'assurer un rôle de soutien, d'appui et de complémentarité, sans implication hiérarchique ni représentation dans les instances.

Charles Reverchon-Billot souligne toutefois qu'il n'était pas envisagé d'attribuer à Jeanne Gailhoustet des missions relevant du périmètre d'autres agents. Il indique qu'un échange devra être organisé avec Nathalie Wierre et les agents concernés afin de clarifier la répartition des missions.

Les représentant-es du personnel estiment que, si les missions de Jeanne Gailhoustet relèvent effectivement d'un appui, une discussion interne est nécessaire afin de clarifier les rôles et d'objectiver les situations de chevauchement de missions, citant notamment le champ de la professionnalisation, actuellement assuré par le responsable de la communication, mais semblant également concerner Jeanne Gailhoustet. Ils-elles soulignent enfin le travail en cours mené par Nathalie Wierre sur la relecture des fiches de poste.

Benoît Preteseille sollicite des précisions sur la notion de « coordination de la pédagogie transversale », indiquant que le manque de clarification sur ce point est source d'interrogations. Il souligne que cette formulation pourrait laisser entendre que Jeanne Gailhoustet conserverait un rôle dans l'organisation pédagogique et rappelle, à ce titre, le positionnement affirmé de la directrice générale par intérim dans l'exercice de ses fonctions.

Nathalie Wierre précise que l'objectif est de structurer un soutien effectif à la mise en œuvre de la pédagogie. Elle indique que l'expertise et l'expérience de Jeanne Gailhoustet constituent un apport significatif dans ce cadre, et précise que les missions qui lui sont confiées n'interféreront pas avec les décisions relevant des directions des études.

Le président souligne la nécessité de clarifier la répartition des rôles et des missions, indiquant qu'un travail sera conduit en ce sens avec Nathalie Wierre. Thomas Bellet insiste sur l'importance d'un accompagnement adapté des différentes personnes concernées.

Barbara Benedetti interroge sur le périmètre de la mission relative au dossier Hcéres, dont la conduite serait confiée à Jeanne Gailhoustet.

Nathalie Wierre précise que, dans l'attente de la prise de fonctions de la nouvelle direction générale, la mission de Jeanne Gailhoustet portera sur l'évaluation de l'établissement au titre des années passées, dans le cadre du renouvellement de l'agrément.

Juliette Rouillon-Durup indique que le dossier Hcéres constituera un chantier majeur pour la future direction générale. Elle précise que le cadre général de l'évaluation devrait être communiqué en février 2026, tout en soulignant la pertinence d'engager les travaux sans attendre cette échéance. Elle rappelle que le processus s'inscrit dans un cycle de deux années : une première année consacrée à l'évaluation de l'établissement, suivie d'une seconde année dédiée à l'évaluation du projet d'école.

✓ *La charte de l'ANDEA relative au recrutement de la direction générale des établissements supérieurs d'art*

Benoît Preteseille rappelle que l'ÉESI est membre de l'ANDEA, laquelle a adopté en 2015 une charte de bonnes pratiques relative au recrutement des directeurs-rices généraux-ales. Il indique que l'État et la DRAC se sont engagés à veiller au respect de cette charte et souligne qu'il avait déjà fait part, lors du précédent conseil d'administration, de son étonnement quant au fait que ce document ne soit pas connu.

Il précise que, conformément à cette charte, la rédaction du cahier des charges devrait faire l'objet d'une saisine du CPSVE pour avis, avant validation par le conseil d'administration.

Il rappelle également que la composition du jury devrait à minima inclure un-e professeur-e d'enseignement artistique ainsi qu'une personnalité extérieure.

Le président rappelle que trois appels à candidatures ont été successivement publiés, avec une composition du jury ayant évolué à chaque étape. Il précise que le premier appel à candidatures prévoyait la présence de représentant-es du personnel au sein du jury. Le second a donné lieu à la sollicitation d'un avis circonstancié d'un groupe de représentant-es de l'ÉESI. Le troisième prévoit la participation de Françoise Seince, directrice générale de l'ENSAD Limoges, de Sophie Leclercq et de Patrick André, directrice-eur des études et de Nathalie Wierre, ainsi que de représentant-es des financeurs.

Juliette Rouillon-Durup indique que la charte de l'ANDEA n'a pas de caractère contraignant. Elle précise qu'elle est généralement suivie par les établissements, tout en rappelant que chacun demeure souverain dans ses décisions en matière de recrutement.

Benoît Preteseille indique qu'il convient, dans ces conditions, d'informer du choix de ne pas appliquer la charte de l'ANDEA. Le président précise que ce sont les représentant-es du personnel qui expriment la position selon laquelle l'établissement ne souhaite pas appliquer strictement la charte, dans la mesure où certains de ses principes ont néanmoins été pris en compte, notamment la présence d'un-e directeur-ice général-e d'un autre établissement au sein du jury, et où différentes modalités ont été expérimentées lors des deux premiers jurys.

Il indique enfin qu'il pourra, le cas échéant, apporter une réponse aux personnels au regard des éléments présentés et des informations disponibles.

Avant la levée de séance, le président rappelle que les prochains Conseils d'administration se tiendront le 24 février 2026 à Poitiers, avec, sous réserve de confirmation, une visite du nouveau site à l'issue de la réunion, puis le 10 mars 2026 à Angoulême.

Juliette Rouillon-Durup interroge le président sur l'organisation du jury de recrutement de la direction générale, programmé le lundi 23 février 2026. Elle sollicite, compte tenu de l'éloignement géographique, un éventuel ajustement de l'horaire de début des auditions.

Le président indique prendre en considération cette demande, tout en précisant qu'il devra également tenir compte des contraintes de déplacement des membres devant quitter Poitiers plus tôt ; une réponse sera apportée ultérieurement.

Thomas Bellet demande que les suppléants soient intégrés à la liste de diffusion lors de l'envoi des convocations.

Théophile de Backer souhaite que soit inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil d'administration la question de l'absence de restaurant universitaire à proximité du nouveau site de Poitiers.

Le président indique avoir bien pris note de l'ensemble de ces demandes.

En l'absence d'autres interventions, le président remercie les participants pour leur présence et la qualité des échanges, puis lève la séance.

***** Fin : 15h50 *****